

DEMI-JOURNEE D'ECHANGES SUR LES DECHETS DU BATIMENT ET LA FILIERE REP PMCB

INTRODUCTION

L'après-midi d'échanges sur les déchets du bâtiment et la filière à Responsabilité élargie du producteur (REP) Produits et Matériaux de Construction dans le secteur du Bâtiment (PMCB) a été organisée par France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur et France Nature Environnement. Ces deux structures nationale et régionale FNE fédèrent de nombreuses associations de terrain et portent la voix citoyenne auprès des institutions sur de nombreux sujets : urbanisme, eau, alimentation, énergie, déchets, etc. Elles jouent également le rôle de réseau et organisent le dialogue inter-acteurs, notamment lors de journées comme celles-ci, l'objectif étant de faire se rencontrer les associatifs, les institutionnels, les entreprises, etc.

La journée a été présentée et animée par Alain Boudard, pilote du réseau déchets et économie circulaire de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur et Aurore Aubail, chargée de mission déchets et risques industriels au sein de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Elle avait pour objectif d'informer sur la thématique des déchets du bâtiment en région et de croiser les regards autour de la filière REP PMCB en construction actuellement et ses enjeux.

Une trentaine de personnes ont suivi et participé à ces échanges en visioconférence.

L'enregistrement des échanges est disponible [sur ce lien](#).

De nombreuses journées thématiques et ateliers sont organisés chaque année par FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur : pour vous tenir informés, vous pouvez vous inscrire à la newsletter via le lien <https://fnepaca.fr/#inscription>

ETAT DES LIEUX REGIONAL ET CONTEXTE REGLEMENTAIRE

BARBARA CHOLLEY – REGION SUD PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Barbara Cholley est chargée de mission Etudes et Projets Environnement, référente Déchets du BTP au sein du service économie circulaire et déchets de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Plusieurs compétences de la Région issues de la loi NOTRe (2015) et la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire AGECE (2020) :

- La planification des déchets
- La coordination des actions en matière d'économie circulaire (EC).

Le plan régional de prévention et gestion des déchets (PRPGD) a été adopté le 26 juin 2019 et le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) arrêté le 15 octobre 2019 ; le SRADDET s'est ainsi substitué au PRPGD (loi NOTRe).

La loi AGECE et les récentes élections régionales en 2021 obligent à la révision du SRADDET en 2022.

Loi AGECE

Plusieurs décrets et ordonnances concernent les déchets du bâtiment :

- Prise en compte dans le PRPGD d'une synthèse des actions menées par les autorités compétentes pour prévenir et empêcher les abandons de déchets et faire disparaître les dépôts illégaux de déchets
- Identifier les flux de déchets, en quantité et qualité, et préciser le maillage.

Chiffres clés

- 19 Millions de tonnes (Mt) de déchets BTP produites en 2019 = $\frac{3}{4}$ des quantités de déchets produites en Région
- 33 Mt de matériaux de construction issus de l'extraction des carrières
- 13,3 Mt valorisées (74 % des déchets issus de chantiers)
- 3,2 Mt de déchets recyclées dans des chantiers de construction.

Objectifs du PRPGD

- Réduction de moitié des capacités de stockage des déchets non dangereux (DND) à 2025
- Tri 5 flux devient tri 9 flux en 2025 (obj 2031 : 65 % de valorisation matière de DND)
- Valorisation de 70 % des déchets inertes en 2020 (obj atteint) et de 75 % en 2030

Feuille de route régionale « BTP et EC » 2020-2021

- L'Observatoire Régional des Déchets et de l'Economie Circulaire ([ORD&EC](#)) compile des données sur les déchets du BTP depuis 2017 ; 1,5 ETP dédié.
- Outils de financement :

- Filidéchets, financements de projets par ADEME/DREAL/Région, pour accompagner techniquement et financièrement les entreprises pour réduire et valoriser les déchets non dangereux issus d'activités économiques
- Provalotri, financement d'installations
- Animation d'un réseau d'acteurs : groupe de travail déchets BTP
- Projet EU Life IP Smart Waste dont l'objectif est d'orienter la prévention et gestion des déchets vers une économie circulaire innovante (34 M€) : 150 opérations dont 1 sur les déchets du BTP : une démarche d'accompagnement de 10 Maîtres d'Ouvrage (MO) en phase 1, MOOC et suivi de retours d'expérience de 5 MO en phase 2 en 2022-2023.

Collaborations possibles avec les futurs éco-organismes de la filière REP PMCB

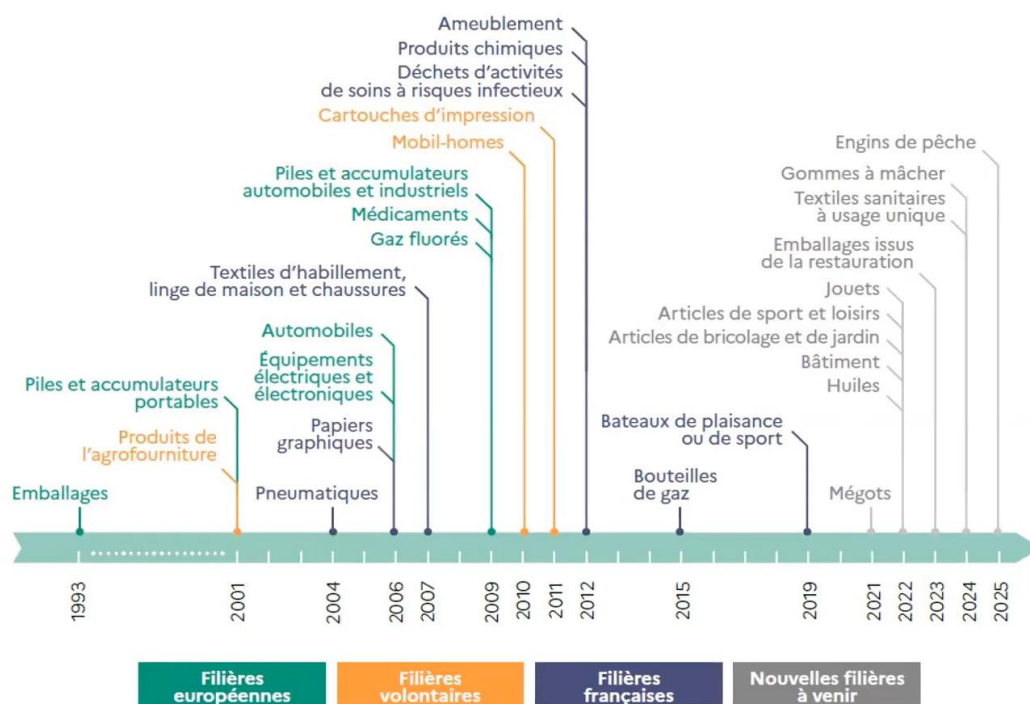
- Maillage des acteurs/points de reprise des déchets, notamment dans le contexte de révision du PRPGD/SRADDET (2022) : définir et remettre à jours les installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter et de fermer
- Abandons des déchets et dépôts illégaux : synthèse des actions, connaissances des acteurs, actions de sensibilisation et soutien des MO pour une meilleure gestion et prévention des déchets.

LAURA CHIRON – FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Laura CHIRON est chargée de mission prévention et gestion des déchets à France Nature Environnement.

Filières à Responsabilité Élargie du Producteur (REP)

- Principe formulé par l'OCDE en 1990 : les producteurs sont responsables de la fin de vie des produits qu'ils mettent sur le marché.
- Familles de produits mis sur le marché organisées en filières REP au sein desquelles sont créés des éco-organismes (EO) à but non lucratif.
- Deux modèles de fonctionnement des EO :
 - EO contributif ou financier (les éco-contributions collectées auprès des metteurs sur le marché sont redistribuées aux collectivités territoriales)
 - EO opérationnel (les éco-contributions sont utilisées pour contractualiser directement avec des prestataires pour assurer la gestion).
- Les différentes filières REP (capture d'écran, schéma de l'ADEME) :



Filières REP et dates de mise en œuvre opérationnelle*

* Date du premier agrément ou date de fonctionnement opérationnel de l'organisation ou date de prise en charge des produits usagés

La loi AGEC

- Étend l'obligation de financement à l'écoconception, au réemploi et à la réparation à l'ensemble des filières REP.
- Renforce la lutte contre les dépôts sauvages en renforçant le pouvoir des maires et des sanctions, et en faisant prendre en charge le coût de nettoyage des dépôts sauvages par les filières REP au prorata des déchets présents dans les dépôts (seuil de tonnage pour prise en charge).

Déchets du bâtiment

42 Mt de déchets du bâtiment produits annuellement en France, dont plusieurs millions qui finissent en décharge chaque année ; 30 Mt sont des déchets inertes, et environ 10 Mt sont des déchets non dangereux non inertes.

Filière REP PMCB

- Décret d'application (non paru à ce jour)

Périmètre d'application :

Qui est visé ? Les industriels fabricants ou des importateurs de produits et matériaux de construction destinés à être cédés à la maîtrise d'ouvrage ou à l'entreprise de construction.

Quels produits et matériaux sont concernés ? Ceux constitués majoritairement de matériaux dits inertes (notamment le béton), et ceux qui ne le sont pas (produits à base de métal, bois, verre, plastique, laines, textiles, plâtre), produits et matériaux interdits avant le 1^{er} janvier 2022 (amiante notamment). Ceux destinés au secteur des travaux publics (routes, ponts, etc.) sont exclus.

Quoi ? Reprise sans frais des PMCB dans certaines conditions, selon un maillage territorial établi des points de reprise (en fonction de la distance maximale entre lieu de production et lieu de reprise, et des horaires d'ouverture).

- Cahier des charges (concertation des parties prenantes en cours jusqu'au 8 décembre)

L'éco-organisme doit :

- Proposer dans les 6 mois des primes et pénalités associés aux critères de performance environnementale sur la réemployabilité, la recyclabilité, l'incorporation de matière recyclée, la présence de substances dangereuses, a minima. Il doit également proposer des études sur l'incorporation de matières recyclées, la déconstruction éco-conduite, la caractérisation des polluants organiques persistants, ou encore sur la prise en charge des déchets sur le chantier.
- Soutenir financièrement le réemploi et la réutilisation.
- Soutenir financièrement (au moins 2 % des contributions) des actions nationales et locales d'information et de sensibilisation sur les possibilités de réemploi et réutilisation, des conditions de reprise sans frais et des impacts liés à l'abandon.
- Elaborer un plan d'actions pour atteindre les objectifs annuels, et notamment celui de réemploi d'au moins 5 % des PMCB 6 ans après l'agrément (opérations de remblai exclues des objectifs du réemploi -> rentrent dans les objectifs de valorisation).
- Fixer des objectifs de collecte et de valorisation à 6 ans de l'agrément par matériau, ainsi que des objectifs de valorisation matière et énergie.
- Prendre en charge les coûts à partir du 1^{er} janvier 2023 plutôt que début 2022 comme prévu par la loi AGECC.
- Instaurer une progressivité de la prise en charge des coûts, du maillage des points de reprise opérationnels, du taux de couverture des coûts.

TEMOIGNAGES DES PARTIES PRENANTES

CHRISTELLE POURROY – FEDERATION REGIONALE DU BATIMENT

Christelle POURROY est chargée de mission Environnement à la Fédération régionale du bâtiment (FRB) en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Contexte

La filière du bâtiment est exceptionnelle à l'échelle européenne car variété des matériaux très diverse, bien plus complexe que les autres filières REP qui ont émergé jusqu'à présent. Enjeux économiques très forts car impacts financiers pour les entreprises non négligeables dans un contexte actuel où inflation des prix avec les pénuries des matériaux, augmentation des contraintes avec une réglementation qui arrive sur la construction neuve avec des considérations sur l'impact carbone du bâtiment => période compliquée pour les entreprises, avec augmentation des prix des PMCB estimée entre 5 et 8 % qui se répercute sur les clients qui ont ainsi besoin d'anticiper.

La Fédération régionale du bâtiment

La fédération du bâtiment représente la profession auprès des institutions et autres organismes. Elle est organisée à différentes échelles, fédération nationale, fédérations régionales mais aussi départementales auxquelles adhèrent les entreprises.

Elle réalise également des enquêtes auprès de la profession pour connaître les besoins. Elle met par ailleurs des outils à disposition des entreprises du secteur, informe des actualités et des nouvelles réglementations dans le secteur, notamment celle en matière de déchets qui se précipite.

Déchets du bâtiment

76 % déchets inertes, 21 % déchets non dangereux (plastique, bois ou matériaux complexes) et 3 % déchets dangereux dans le secteur du bâtiment (ADEME, étude préfiguration REP PMCB, 2021)

Loi AGEC

- Mise en place de la filière REP PMCB avec éco-contribution pour le secteur du bâtiment
- Obligation autour des mentions des déchets à rajouter dans les devis (coût de traitement et prise en charge des déchets PMCB)
- Traçabilité avec suivi de tous les maillons
- Obligation du tri 7 flux à collecter séparément
- Obligation sur les diagnostics également

Filière REP Bâtiment

Objectif : lutter contre les décharges illégales et dépôts sauvages

Déroulé :

- Phase 1 : étude de préfiguration de l'ADEME sur cette filière REP et état des lieux (début 2021)
- Définition des matériaux et périmètre « contributeur »
- Sélection de l'éco-organisme (ou des) et attribution du marché
- Organisation des filières de gestion des déchets
- Reprise gratuite des déchets triés.

Une autre filière REP qui touche le milieu du bâtiment existe déjà : les déchets chimiques diffus (peinture, solvant...) qui touchaient jusqu'à fin 2020 uniquement les particuliers (avec apport dans les déchèteries publiques) et qui touche depuis le 1/1/2021 les professionnels.

Accompagnement et outils déchets pour les professionnels

- Formation avec rappel des responsabilités de toute la chaîne du produit / définition producteur/détenteur, prévention avec le réemploi, cycle de vie
- Accompagnement pour la rédaction des devis avec nouveaux éléments à faire figurer
- Site www.dechets-chantier.ffbatiment.fr pour trouver les points de collecte (300 en Région), la cartographie des 30 exutoires les plus proches et 1 fiche détaillée par site des déchets acceptés
- Mise à disposition d'affiches, de vidéos, de quizz et supports présentation pour communiquer en interne pour les entreprises, mais aussi guides des déchets.

MARIE-JOSE ZORPI – UNICEM

Marie-José Zorpi est secrétaire générale de l'Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction (UNICEM) pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse.

L'UNICEM

L'UNICEM est une fédération nationale qui regroupe plusieurs syndicats regroupant eux-mêmes les entreprises en amont de l'acte de construire, c'est-à-dire :

- Des industries de carrières :
 - o De granulats (pour les routes, le bâtiment et les travaux publics)
 - o De roches ornementales pour le bâtiment, l'aménagement urbain et la restauration du patrimoine
- Des industries de la filière béton :
 - o Centrales de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)
 - o Usines de préfabrication
- Des industries qui valorisent les déchets inertes du BTP
 - o Installations de traitement produisant des granulats recyclés
 - o Certaines installations de stockage de déchets inertes (ISDI)

Les carrières peuvent recevoir des déchets inertes si elles sont autorisées à les recevoir (arrêté préfectoral visant les rubriques 2510 et 2517) et si ce sont des matériaux strictement inertes.

Les déchets reçus ont un traitement différent selon qualité :

- Si bonne qualité, ils sont recyclés (concassés, criblés pour obtenir des granulats recyclés) = exploitation de la ressource secondaire (vs exploitation de la ressource primaire qui est l'exploitation du gisement en place)
- S'ils ne sont pas de bonne qualité, alors ils ne sont pas recyclés mais ils sont valorisés dans la remise en état des carrières. Les carrières sont des exploitations et les déchets inertes accueillis en carrière ne sont pas systématiquement mis en remblai, mais sont utilisés pour une remise en état du site de manière à ce que celui-ci s'intègre dans le paysage de manière satisfaisante. Mais remblaiements possibles (complets ou partiels), mais aussi des modelages pour réaménager des sites, pas juste « un trou » qu'on vient combler.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, 17 Mt déchets issus du BTP, sur lesquels les déchets du bâtiment sont de 2,8 Mt donc les déchets du TP représentent 84 %.

A partir d'un chantier de déconstruction qui produit des déchets de déconstruction ou de chantier (du bâtiment ou de TP), la priorité est le réemploi sur chantier. Si ce n'est pas possible, recyclage si bonne qualité des déchets. Recyclage se fait dans certaines carrières qui exploitent donc la ressource primaire mais qui souvent ont des installations de broyage concassage qui permettent le recyclage des déchets du BTP pour en refaire du granulat. Si ni le réemploi ni la réutilisation ne sont possibles, alors valorisation en carrière.

Pour les autres déchets qui ne sont pas valorisés :

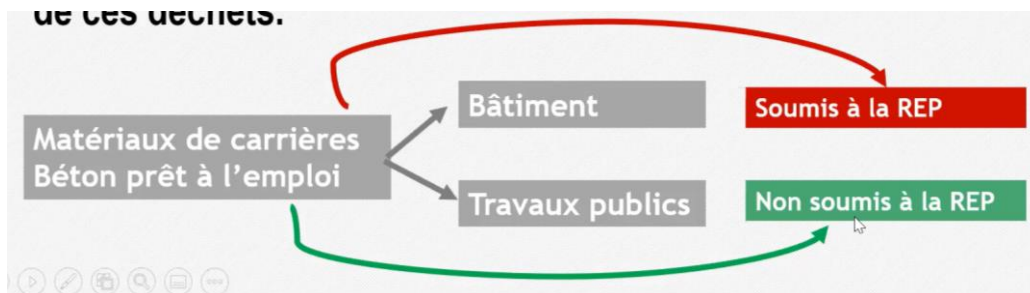
- Certains sont stockés en ISDI (le Schéma Régional des Carrières préconise la valorisation des DI dans le réaménagement des carrières avant d'envisager le stockage en ISDI)
- D'autres font l'objet de dépôts sauvages (l'UNICEM se bat depuis des années contre ces dépôts car ils portent préjudice à l'image de ses adhérents car amalgame possible avec l'activité des carriers qui sont recycleurs ; l'UNICEM s'est aussi portée partie civile au procès de la mafia des déchets fin novembre aux côtés des Fédérations du BTP du 83 et du 06, et de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur).

L'UNICEM fait également des signalements de décharges sauvages (type installations sauvages), notamment auprès de la DREAL avec suspicion de décharges illégales, mais ça n'aboutit pas. Partenariat avec Colinéo.

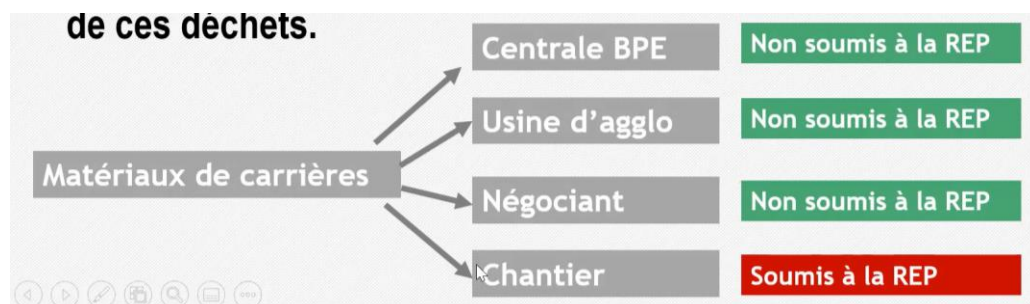
La filière REP PMCB

Enjeux de la filière REP pour les producteurs de produits et matériaux inertes :

- Les adhérents de l'UNICEM produisent à la fois pour la filière du bâti mais également du BTP, donc il faut qu'ils sachent vers quels secteurs sont destinés les produits et matériaux qu'ils vendent (à savoir matériaux de carrières et béton prêt à l'emploi), ce qu'ils ne savent pas nécessairement à la vente.



- Le terme « mettre sur le marché » est également problématique, notamment pour les matériaux de carrières qui ne sont pas systématiquement soumis à la REP sauf s'ils vont sur un chantier ou sont vendus à un maçon par ex.



- Reprise sans frais des déchets
- Collecte séparée, donc la reprise gratuite ne concernera que les déchets triés.

Objectifs de la REP :

- Lutter contre les dépôts sauvages (tous les éco-organismes vont y contribuer) en permettant à tout détenteur de déchets, particulier ou professionnel, de se défaire gratuitement de ses déchets, mais aussi en donnant aux maires les pouvoirs nécessaires
- Participer au nettoyage des dépôts sauvages (les éco-organismes vont être tenus de financer le nettoyage chaque fois que le dépôt sauvage comprendra plus de 100 kg des déchets couverts par la filière REP pour laquelle il est agréé ; les EO devront financer 80 % du coût, le reste étant à la charge des collectivités ; ça concerne toutes les filières REP)
- Augmenter le recyclage des déchets : actuellement, les déchets du bâtiment sont valorisés à hauteur de 69 % (matière et énergie), mais grosse différence entre les déchets du gros œuvre valorisés à 77 % et ceux du second œuvre qui ne le sont qu'à 26 % donc l'Etat a fixé un objectif de doublement de valorisation globale

des déchets du second œuvre (objectif 50 %) et un objectif d'amélioration des objectifs de valorisation actuel des déchets du gros œuvre (90 %)

- Adopter une démarche d'éco-conception des produits.

Produits concernés (produits et matériaux livrés sur chantier, mais dès lors qu'ils sont fabriqués sur chantier, les matériaux constitutifs qui sont soumis à la REP) :

- Ardoise,
- Béton et mortier ou composants concourant à sa préparation (granulats, ciment, adjuvants...)
- Pierre calcaire, granit, grès...
- Céramique
- Chaux
- Granulat autre
- Mélange bitumineux ou composants concourant à sa préparation
- Terre cuite ou crue

Terres excavées exclues du périmètre de la REP.

L'éco-organisme

Deux possibilités :

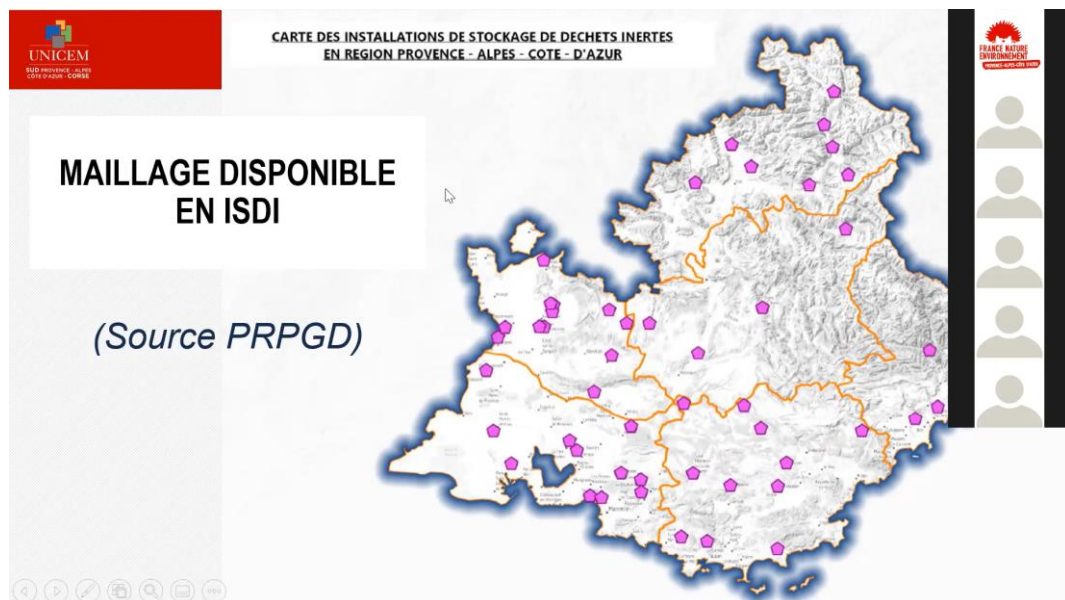
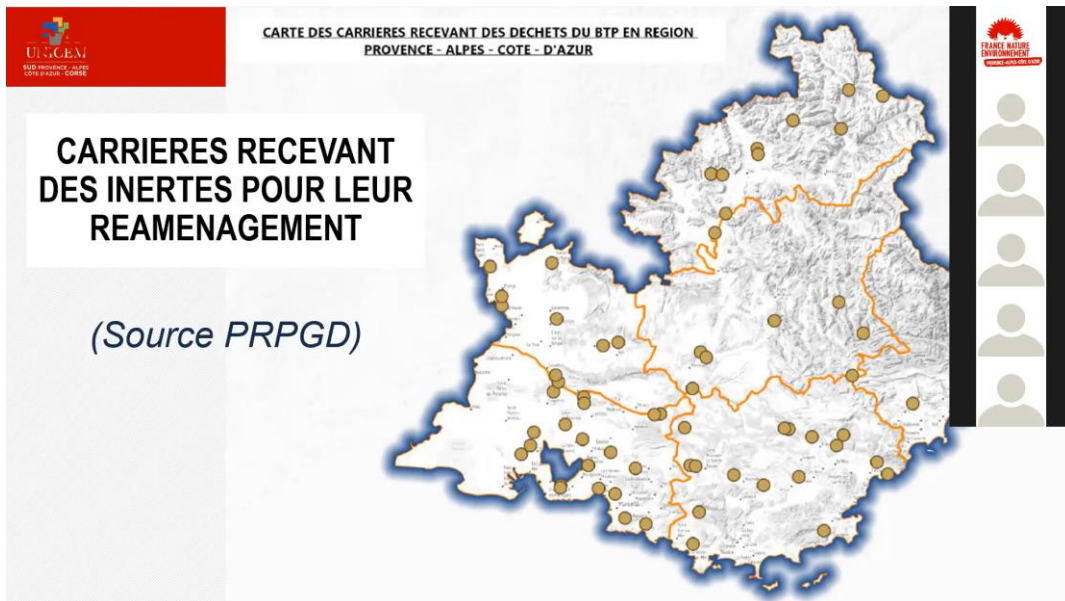
- Mettre en place, gérer et financer un système individuel de traitement de leurs propres produits, agréé et contrôlé par le Ministère
- Confier la gestion de cette obligation à un éco-organisme agréé qui prend toutes les obligations du metteur sur le marché à sa charge et auquel l'entreprise adhère et contribue financièrement et proportionnellement à ses mises sur le marché. Les contributions financières ou éco-contributions n'ont pas encore été estimées à ce jour. Elles seront payées par les metteurs sur le marché sur chaque vente de PMCB en France.

Plusieurs EO devraient candidater pour agrément pour endosser ce transfert de responsabilité à compter de 2022 :

- Ecominéro
- Eco-mobilier
- Valdélia
- Valobat.

Maillage territorial (captures d'écran) :

- Carte des carrières recevant des déchets du BTP en région
- Cartes des installations de stockage des déchets inertes en région



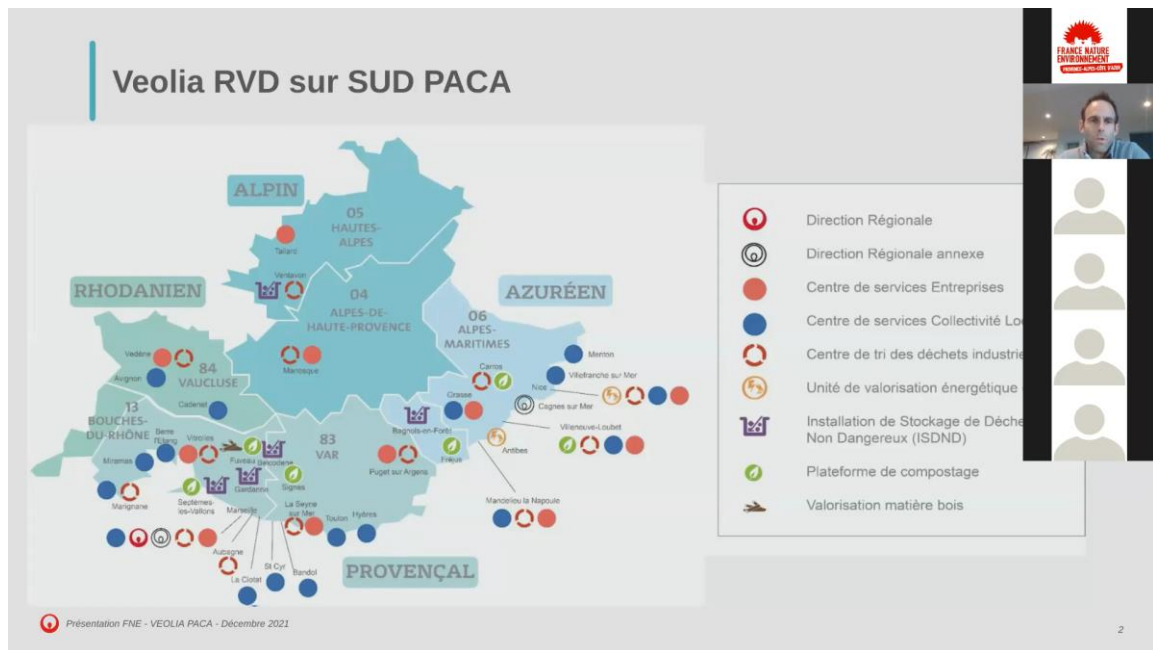
CEDRIC BATAILLE – VEOLIA

Cédric Bataille est en charge du pôle recyclage et valorisation des déchets chez Veolia sur la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Enjeux :

- Développer le recyclage et la valorisation énergétique quand le recyclage n'est pas possible
- Produire de la matière secondaire (plastique recyclé qui sera une alternative au plastique vierge, bois valorisé en panneaux de particules, engrais organique à la place du chimique, énergie verte à la place des énergies fossiles...).

Maillage territorial de Veolia (capture d'écran) :



Une cinquantaine de sites, dont :

- le site emblématique de tri BTP à Nice St Isidore : 60 kt/an avec taux de valorisation matière de 75 % (bois, ferrailles, inertes)
- ou encore la déchèterie professionnelle de la Millière sur Marseille : 92 kt réceptionnées en 2020 déjà triés dont des déchets issus du marché des plateformes à Marseille soit services techniques et entreprises agréées et qui réalisent des travaux pour le compte de la Métropole, 25 kt des déchets issus des déchèteries publiques ou encore 20 kt des artisans en mélange ou triés.

Mise en place de nouvelles alvéoles de tri de déchets du bâtiment sur la Millière :

- o PVC pour les menuiseries
- o Plâtre avec des filières de recyclage structurées
- o Plastiques (mix PE/PP, tuyaux en PEHD...) avec filières locales de recyclage en structuration.

Projets futurs en lien avec de nombreuses REP qui se structurent, pas que la PMCB.

Equilibre actuel va être bouleversé.

Moins d'interlocuteurs pour Veolia mais plus important en termes de taille et surtout mieux structurés.

Demain, il y aura moins d'appels d'offre, mais ils seront plus gros, ce sera plus difficile d'y répondre.

Opportunité de capter des flux supplémentaires et de développer des nouvelles filières, voire de saturer des installations actuelles, et d'utiliser au maximum les matériaux recyclés.

4 enjeux de développement :

- Offre Déchèterie professionnelle :
 - o Une quinzaine en France labellisés Recycl'Inn Pro qui accueillent une dizaine de types de déchets avec une rapidité de vidage pour les professionnels ;
 - o 3 projets en cours sur le bassin Alpin en 2022, 2023 et 2024 en partenariat avec les collectivités afin de compléter les déchèteries publiques (Manosque, Gap et Briançon)
 - o Intégration des nouveaux flux s'inscrivant dans le cadre de la REP PMCB (laine minérale...)

- ⇒ Gros enjeu de positionner et être identifié en 2022 pour les marchés / REP PMCB
- Offre Tri des déchets en mélange
- Offre Tri 7 flux sur les chantiers
- Offre menuiseries : le verre des menuiseries est rarement valorisé contrairement au bois ou PVC.

VALERIE DECOT - RAEDIFICARE

Valérie Décot est architecte DPLG. R-Aedificare a été créée sous forme associative en 2016, puis activité scindée en 2, notamment pour des raisons d'assurance et d'évolution de l'activité, avec Raedificare qui devient une structure économique et Raediviva une association.

Projet Filidéchets 2017

Partenaires techniques : EnvirobatBDM, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB), la Fédération Régionale du Bâtiment (FRB) et Aix-Marseille Université (AMU)

Financeurs : ADEME, Région et DREAL

Actions :

- Etude de la préparation d'une filière de réemploi et initiation de cette filière en région
- Réalisation de guides de réemploi
- Accompagnement de maîtres d'ouvrage
- Diagnostic de bâtiments en vue de réemploi
- Sourcing de matériaux

Résultats :

- Recensement de l'ensemble des acteurs de cette chaîne
- Identification des freins et leviers au réemploi
- Travail concret sur 3 études de cas (qualification des matériaux, déconstruction, dépose de pierres en façade...)
- Outils pédagogiques pour les MO
- Plateforme numérique pour porter à connaissance l'existence des futurs matériaux disponibles.

Secteur du BTP

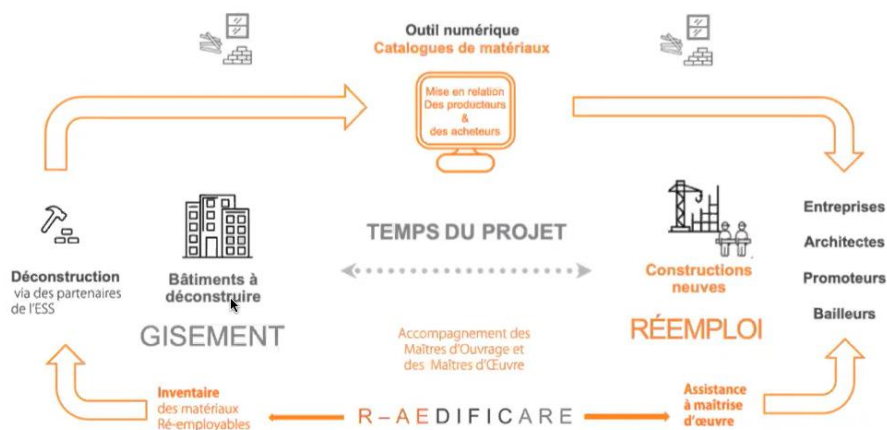
En France, c'est 227 millions de tonnes de déchets produits en 2014 et 71,5 % des déchets tous confondus, mais c'est aussi un des secteurs les plus énergivores avec 40 % de l'impact global carbone tous secteurs confondus dans le monde (13 Gt CO₂, Global Status Report 2018, ONU-GABC), et plus de 50 % de la consommation des ressources naturelles (BTP) avec une vraie tension sur le sable.

Au Japon, les nouveaux bétons comprennent 92 % de granulats recyclés.

La nouvelle REP n'apparaît ainsi pas assez contraignante en termes de réemploi.

Problème environnemental important, avec décharges nombreuses composées de beaucoup de déchets du BTP.

EN ORGANISANT LA FILIÈRE DU RÉEMPLOI DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION



Objectif : Chercher à tout prix à ne pas démolir et la prévention des déchets, car énormément de bâtiments peuvent être reconvertis.

Développement de l'activité de Raedificare autour de la mise en relation des acteurs qui démolissent des bâtiments et ceux qui en construisent, et faire en sorte que les matériaux soient identifiés le plus tôt possible car il s'écoule souvent 2 ans entre le moment où la décision est prise de détruire un bâtiment et celui où la démolition est effective.

Aujourd'hui se greffe également le demande de matériaux décarbonés car dans la nouvelle réglementation environnementale sur la construction de bâtiments neufs (RE2020), les matériaux du réemploi ont un impact carbone nul puisqu'ils ont déjà eu une première vie et comptent donc pour zéro. Or pour être conforme à la RE2020, il va nécessairement falloir intégrer des matériaux de réemploi dans les projets ; il y a donc déjà des demandes à ce jour.

Dans ce cadre, l'accompagnement des maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrages a mené à la création de la [plateforme numérique](#) avec un catalogue des matériaux des bâtiments qui vont être démolis (date renseignée au plus tôt pour que les concepteurs puissent intégrer ces matériaux au moment du dépôt de leur projet).

Réemploi, réutilisation, recyclage

Réemploi = dépose des matériaux de manière sélective et propre pour les remettre dans le circuit directement de la construction avec des fois du nettoyage ou remise en état (changement de joint...)

Réutilisation = produits et matériaux passés par le statut de déchets mais remise de ces matériaux également dans le système de construction avec parfois un détournement d'usage

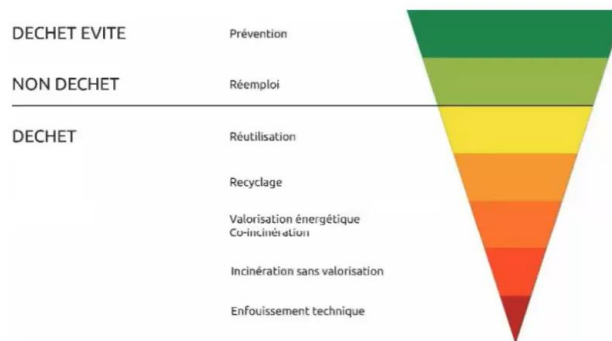
Recyclage et valorisation = consommation importante de transports et d'énergie voire perte de capacités mécaniques du produit d'origine pour revenir à la matière primaire, or aujourd'hui on peut réemployer du béton, des menuiseries extérieures ou des équipements techniques sans passer par la phase recyclage, avec un gain environnemental très important.

Réglementation

Première directive EU sur les déchets du bâtiment en 2008 : l'Europe incite depuis au réemploi du bâtiment et l'a toujours fait avec la [hiérarchie de traitement](#) (priorité au réemploi avant toutes les autres formes de valorisation) d'une manière générale.

En France, cette hiérarchie a été intégrée en 2015 au Code de l'Environnement avec la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte du 18/08/2015 (voir copie d'écran ci-dessous).

La directive cadre européenne du 19/11/2008, le Grenelle de L'Environnement de 2009, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte du 18/08/2015, définissent une nouvelle hiérarchie, de nouvelles priorités dans le traitement de la matière.



- > la valorisation « matière » (recyclage) des déchets du bâtiment < 50%
- > la part de réemploi reste **très faible voire anecdotique**,

quand cette forme de valorisation demeure la plus vertueuse !

R-AEDIFICARE

Or la REP aujourd'hui, la prévention et le réemploi ne sont pas mis en avant et en priorité, or de la recherche dans ce domaine des bâtiments est encore nécessaire et il ressort de la présentation des textes réglementaires précédemment (Cahier des charges) que le focus n'est pas mis sur le réemploi.

La reprise gratuite des déchets issus des PMCB paraît ainsi contraire à l'esprit de la Directive EU et de la hiérarchie de traitement, et menace le réemploi car aujourd'hui, c'est l'économie de mise en décharge qui permet de mettre en avant le réemploi et de compenser justement le surcoût potentiel de dépose. De la valeur à neuf, du surcoût de récupération et de l'économie de mise en décharge, on arrive en théorie à un coût nul pour le maître d'ouvrage et qui va être bénéficiaire pour l'acheteur, acheteur qui achète aujourd'hui essentiellement au surcoût de déconstruction moins le coût de mise en décharge, mais s'il n'y a plus de coût de mise en décharge alors il n'y a plus d'intérêt (financier) d'acheter ou de faire du réemploi de PMCB si tout part gratuitement en déchèterie.

Réemploi possible à plusieurs échelles :

- Territoire (ex : ville de Miramas)
- Quartier – patrimoine immobilier (ex : Euroméditerranée)
- Bâtiment (ex : Peugeot rue de Lyon à Marseille, ancienne gare d'Arenc).

QUESTIONS ET ECHANGES AVEC LE PUBLIC

- Pour les déchèteries professionnelles existantes, est-ce que le financement des éco-organismes permettra la reprise gratuite pour les déchets triés des artisans ?
 - ➔ Uniquement concernant le tri des 7 flux, et les chantiers d'une certaine taille qui reste encore à préciser.
- Pourquoi des déchets ou décharges sauvages par les professionnels ?
 - ➔ Cela ne relève pas de la volonté de la profession des metteurs sur le marché, les dépôts sauvages sont un véritable fléau et atteinte à l'image de la profession en plus de créer une pratique déloyale de l'exercice. Outils et informations sont mis à disposition en interne au maximum. UNICEM et FRB se sont portées parties civiles au procès de la mafia des déchets de Draguignan.

- Quelle prévention pour les dépôts sauvages ?
 - ➔ La prévention serait à réaliser au niveau du maître d'ouvrage, avec la traçabilité nécessaire à imposer dans les appels d'offre et cahier des charges pour que tous les candidats soient à égalité pour candidater parce que ceux qui intègrent les coûts réels de traitement des déchets sont nécessairement plus chers que les autres. Les donneurs d'ordre (public, privé mais aussi citoyen à son échelle) et les législateurs ont une partie des solutions en main.
- Quel est le surcoût de la récupération ?
 - ➔ Variable selon les matériaux et selon les quantités, on peut arriver bien en-deça de la valeur à neuf des matériaux, par exemple 30 % d'une valeur à neuf d'un matériau mais ça peut être également plus cher que la valeur à neuf du matériau. Etudes menées depuis 2016 sur ce sujet => conclusions : pour beaucoup de matériaux, il y a de la marge entre le surcoût de déconstruction et la valeur à neuf du matériau.
- Les déchets du bâtiment représentent une quantité du même ordre que des déchets ménagers assimilés, alors que les déchets des TP sont 4 à 5 fois plus importants en tonnage. Donc quid d'une REP pour les déchets des travaux publics ?
 - ➔ On parle de tonnages de matériaux du BTP mais si on parle d'impact carbone, ce n'est plus le même discours. Par ailleurs, sur la thématique des inertes, l'enjeu est plus de l'ordre du transport et la valorisation est beaucoup plus facile, contrairement aux matériaux non dangereux et non inertes où il faut réellement améliorer le réemploi et la valorisation.
- Comment trace-t-on les déchets triés ? Et les non triés ?
 - ➔ L'enjeu de traçabilité des déchets est essentiel. Il existe des fiches d'admission des déchets. Un gestionnaire de site peut fournir au producteur de déchets des attestations qui montrent que les produits ont bien été recyclés, valorisés ou éliminés. Demain, dans le cadre de la REP PMCB, il va y avoir un système de traçabilité encore plus important. Dans le cadre d'un déchet en mélange, les déchets seront acheminés vers une unité de tri, il y aura donc une traçabilité globale mais effectivement il va y avoir des flux mélangés.
Plusieurs outils de traçabilité sont en cours de construction pour la traçabilité des déchets : Trackdechets, EMAT, outil pour les sédiments et terre excavées en cours de développement par le CEREMA... Mais on ne sait pas encore comment tout cela va fonctionner et s'articuler.
- Sur la carte régionale à ce jour, il y a un trou dans le bassin provençal au-dessus de Toulon alors qu'il y a plusieurs centres du côté de Fréjus. Demande d'ouvrir un centre de traitement des déchets sur Evenos. Mais a priori la DREAL semblerait s'y opposer, pourquoi, avez-vous des informations complémentaires ?
 - ➔ Oui il s'agirait de la DREAL régionale qui souhaite classer ce site depuis très longtemps et qui refuserait donc l'implantation d'un centre de traitement à Evenos pour classer justement maintenant le site de la colline du Gros cerveau.
 - ➔ Peut-être juste modifier la surface du site classé.

Merci à tous pour votre présence et participation !

Nous remercions la fédération nationale de France Nature Environnement pour la co-organisation de cette journée, ainsi que l'ADEME et la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour leur soutien financier.